

LA MONNAIE DU BIEN COMMUN

« LE BIEN COMMUN DOIT AVOIR SA MONNAIE »

Nous ne parlons pas ici d'un mouvement, ou tout du moins pas encore.

Nous aimerions que cela le devienne, ou que l'idée dont il est question ici

soit reprise par des mouvements tels que ceux que nous avons présentés.

Nous espérons que cette idée vous inspirera
et que vous contribuerez à sa diffusion !

Il s'agit, comme le titre l'indique, de donner **une monnaie** au **Bien Commun** !

S'il est une chose qui nous apparaît évidente, c'est la puissance des conditionnements culturels. Même dans les mouvements que nous avons mis en avant dans cette section, la plupart des réflexions et propositions, pour justes qu'elles soient, restent enfermées dans un cadre de pensée conditionnée en particulier par le fait que certaines pratiques ont été hissées au niveau de valeurs républicaines. Drapées de ce glorieux manteau, comment pourrait-il nous venir à l'esprit d'y toucher ?

QUE POINTE-T-ON DU DOIGT PRÉCISÉMENT ?

LA LOGIQUE DE REDISTRIBUTION DE LA RICHESSE PAR LA FISCALITÉ PRÉSENTÉE COMME SYMBOLE DE SOLIDARITÉ NATIONALE

Sans doute était-ce le cas lorsque la monnaie était matérielle et que sa quantité limitée conduisait naturellement à considérer l'argent comme un gâteau à partager; mais depuis 1971 la monnaie n'est plus matérielle. Elle n'est plus qu'une unité de compte virtuelle, créée par la seule décision humaine. (si vous en doutez ou si vous voulez en savoir plus sur la monnaie et sa création vous pouvez regarder **la vidéo en ligne** sur ce site ou lire certains **articles et textes choisis** sur le sujet). C'est l'ignorance et le conditionnement de pensée entretenus par ceux qui y ont intérêt qui nous font encore croire :

Que la monnaie est une richesse en soi... Non !

comme le disait le chef indien Seattle, ou du moins ces paroles lui sont-elles attribuées : «Quand le dernier arbre aura été abattu, quand la dernière rivière aura été empoisonnée, quand le dernier poisson aura été pêché, alors vous réaliserez que l'argent ne se mange pas.»

Qu'elle est rare... Non !

elle n'est qu'écriture laissée à l'appréciation de ceux qui ont le pouvoir de la créer.

Que la fiscalité est nécessaire pour financer tout ce qui relève du collectif : justice, sécurité, infrastructures, aides sociales, santé, enseignement etc... Non, non et non !

Dès lors que la monnaie se crée par décision humaine, le collectif n'a plus besoin de fonder ses recettes sur l'accaparement d'une partie des revenus des uns et des autres : il n'a qu'à créer ce qu'il lui faut à la hauteur de ce qui est reconnu d'utilité commune.

Ce que nous soulignons ici est essentiel, car il faut bien comprendre que tant que l'intérêt collectif dépendra des ressources qu'il peut prélever aux intérêts particuliers, il ne pourra qu'être manipulé, instrumentalisé et mal servi.

MAIS QU'ENTENDONS-NOUS PAR INTÉRÊT COLLECTIF OU BIEN COMMUN ?

Le sujet est flou car subjectif. Les ultra libéraux, dont la pensée domine actuellement, considèrent que le pouvoir de l'État, représentant l'intérêt collectif, doit se limiter à la sécurité et à la justice; tout le reste est à laisser à la main invisible du marché, seul capable d'allouer au mieux les richesses. Pour d'autres, dont nous, rédacteurs de ces lignes, tout ce qui par essence n'est pas une marchandise, tout ce qui humanise la vie en préservant ses subtiles équilibres, relève du Bien Commun. Il est donc certain que, bon gré, mal gré, il faudra sortir de ce flou et parvenir à un consensus national quant à ce qui relève de l'intérêt particulier et de l'intérêt collectif (Il est à noter toutefois que la déclaration universelle des droits de l'Homme sur laquelle se fonde notre constitution balise déjà pas mal le chemin. Reste encore à l'incarner! La présente proposition rendrait cette incarnation possible).

Cela dit, il est une autre évidence en ce début de siècle.

NOUS SOMMES PRISONNIERS D'UNE CONTRADICTION

D'un côté, une crise environnementale grave se traduisant par une pollution galopante, tant de l'air que de l'eau et de la terre, ainsi que par une raréfaction rapide des ressources naturelles non renouvelables.

De l'autre, une crise économique et financière tout aussi grave, dont la seule issue, compte tenu des règles actuelles, réside dans la relance de la croissance, autrement dit plus de production et de consommation. Cette thérapie, digne des médecins de Molière, revient à aggraver la première maladie pour soigner la seconde. Or si on ne peut nier les souffrances qu'engendrent la seconde sur les plus fragiles, c'est oublier que les effets de la première sont mortels pour tous ! Notre monde est actuellement comparable à un cancéreux du poumon à qui on demande de fumer plus pour pouvoir financer la recherche !

« Un problème sans sa solution est un problème mal posé » disait Einstein.

POSONS DONC LE PROBLÈME

L'american way en life, qui préside comme modèle de civilisation, aurait besoin, selon les estimations faites, de 5 planètes pour pouvoir être étendu au monde entier. Le seul avenir qu'il ait est l'impasse suicidaire et la crise écologique qui pointe son nez n'en n'est que l'avertissement visible.

L'avenir de l'humanité dépend donc de sa capacité à passer d'un mode de vie régulé par l'argent à un mode de vie régulé par ce que la planète peut soutenir sans en souffrir. Le problème est donc de parvenir à assurer une suffisance digne aux milliards de terriens maintenus dans l'extrême dénuement tout en rendant globalement compatibles nos productions et consommations avec ce dont la planète a elle-même besoin pour soutenir la vie.

Sacré pari, mais c'est possible, et rapidement encore! Il suffit de sortir de la logique de redistribution et d'entrer dans celle de la création. Rien de compliqué car c'est déjà le cas, mais au seul profit du 1% comme on dit... Grâce à cela,

quand actuellement le Bien Commun est dans le wagon de queue du train de marchandises dont il dépend complètement, et dont il ne peut que suivre le parcours, il pourra composer un train à part entière et tracer son propre voyage tout en offrant à tous les exclus, les exploités, les oubliés, mais tous les amoureux de la vie surtout, une activité utile, épanouissante et rémunératrice.

Concrètement, cela revient à créer un nouvel espace économique à finalité de Bien Commun, (reconnu comme richesse prioritaire) complémentaire au système marchand, regroupant les activités dont le contenu n'a pas par nature à être considéré comme une marchandise, telles que la santé, l'éducation, la recherche fondamentale, l'eau, la transition écologique... Ce nouvel espace, régi par un statut juridique spécifique, n'obéira pas à une finalité de profit financier ou d'équilibre comptable mais à celle que nous appellerons ici le bénéfice sociétal (l'atteinte des objectifs sociétaux visés). C'est le débat public qui permettra de déterminer ce qui relève légitimement de chaque champ, marchand ou sociétal, quant au financement, il ne sera assuré ni par l'impôt, ni par l'emprunt, mais par l'utilisation d'une monnaie sociétale complémentaire à la devise nationale, émise par un organisme public sous mandat et contrôle citoyen, à hauteur des besoins déterminés par les projets décidés. Cela implique que les gouvernements des pays adoptant cette méthode donnent cours légal à cette monnaie complémentaire intérieure afin que quiconque sur le territoire ait obligation de l'accepter en paiement. C'est ainsi que ce nouvel espace économique trouvera sa pleine autonomie.

Voyez-vous la révolution que cela constitue ? Quand la mise sur le marché d'un produit ou service marchand dépend du financement du capital initial, lui-même conditionné à la promesse de profits à venir, la réalisation des projets relevant de l'économie sociétale dépend du principe suivant :

1. Si un projet à finalité de Bien Commun est collectivement souhaité et que la volonté de le réaliser est là
2. Si les connaissances du moment, les moyens techniques et énergétiques disponibles permettent d'y répondre
3. Si l'empreinte écologique prévisible est compatible avec les normes internationalement admises
4. Si les ressources humaines nécessaires sont disponibles grâce au fait, entre autre, que le monde de la production a de moins en moins besoin de main d'œuvre

Alors rien ne s'oppose plus à sa mise en œuvre car dans ce cas de figure c'est la faisabilité du projet qui conditionne la création monétaire au niveau nécessaire à sa réalisation et non l'importance du financement (si on peut le trouver) qui conditionne le projet.

MAIS !...

Eh oui, nous voyons plein de « mais » se former dans votre tête et c'est bien normal. En annexe de cette présentation vous trouverez une proposition de mesures de mise en œuvre concrète de ce projet qui devrait répondre à ces « mais »... Toutefois il s'agit là d'un projet de société et il ne nous appartient pas à nous, les initiateurs, de dicter les modalités de fonctionnement de cet espace, car par nature elles doivent émaner de la Nation. Il s'agit donc d'une « feuille de route » comme on aime maintenant à le dire, pour servir de toile de fond à la réflexion et au débat public.

Disons toutefois en préambule de cette annexe, histoire de lever une objection récurrente, que les choses sont conçues de façon à créer une quasi étanchéité entre les deux systèmes et les deux monnaies afin que la mise en service de cette monnaie de Bien Commun n'ait pas d'influence déstabilisante sur le secteur marchand et le commerce international. Pour cela la monnaie complémentaire répond aux quelques exigences suivantes :

1. Elle n'a cours qu'à l'intérieur du territoire national. Par exemple, au sein de la zone euro, tous les pays appartenant à cette zone auraient pour monnaie marchande commune l'euro, mais chaque pays de la zone aurait sa propre monnaie complémentaire, lui permettant de conduire librement sa politique sociale.
2. Elle n'est pas convertible; elle n'a donc pas d'effet sur le cours de la monnaie marchande.
3. Elle est à parité de pouvoir d'achat avec la monnaie marchande : Une unité de monnaie complémentaire = une unité de la monnaie marchande, de sorte que les échanges économiques à l'intérieur du territoire peuvent se faire indifféremment avec l'une ou l'autre monnaie.
4. Pour ne pas affecter le commerce extérieur, on ne peut acquérir avec la monnaie complémentaire (sauf exception), que des biens et services produits sur le territoire. Cela représente un handicap au départ pour les personnes dont les revenus sont exclusivement en monnaie complémentaire, mais c'est à tous points de vue plus avantageux que de toucher des minima sociaux, sans oublier que cela favorisera la relocalisation de certaines productions abandonnées, dans des conditions sociales et écologiques satisfaisantes.
5. Elle est exclusivement électronique afin de permettre une fine gestion de la masse monétaire. Car il s'agit de pouvoir déterminer en permanence la masse monétaire nécessaire pour mener à bien les besoins identifiés et agréés et ce qu'il faut retirer de la circulation au-delà. Il n'est pas question de déverser dans la société une monnaie complémentaire sur le mode « quantitative easing » adopté par les banques centrales depuis 2008 (en toute inutilité d'ailleurs autre que celle d'alimenter la spéculation) mais d'émettre et retirer ce qu'il faut quand il faut pour maintenir la stabilité des prix.

Mais peut-être ne percevez-vous pas encore nettement quels avantages on peut attendre de la mise en œuvre de cette proposition? Eh bien en voici quelques-uns, à vous de juger :

1. Contrairement au fait qu'en règle générale la mise en œuvre d'une réforme, même globalement positive, contrarie toujours certains intérêts, ici tout le monde gagne. Le changement ne se fait au détriment de personne. Il n'y a pas de déclaration de guerre ; il y a plantation d'un arbre qui, tout en offrant des fruits pour l'urgence, garantit un avenir de mieux-être pour tous au fil de sa croissance. Car la croissance s'appuie sur la reconnaissance prioritaire du qualitatif comme richesse et plus seulement du quantitatif.
2. La mise en service d'une monnaie complémentaire nationale de Bien Commun dépend de la seule décision de la Nation. On fait donc l'économie d'une interminable renégociation des traités et accords internationaux qui n'aurait d'ailleurs aucune chance d'aboutir. Il va toutefois sans dire que cela demande une volonté politique forte de la part du gouvernement qui adoptera en premier ce principe, car nul doute que ce sera considéré comme un coup de canif inadmissible dans les règles du jeu. Mais il ne s'agit pas de « tricher » pour en tirer un quelconque avantage compétitif. Il s'agit d'ouvrir une voie pour un mieux-être pour tous. Les peuples ne sont pas idiots; ils auront tôt fait de voir la solution que représente pour eux-mêmes l'application d'une telle mesure et ils forceront leurs dirigeants à aller dans le même sens.

Ces deux premiers avantages sont considérables, car ils rendent le projet réalisable sans autre barrière que la volonté de le mettre en chantier. Mais ne nous arrêtons pas en si bon chemin :

1. La question récurrente de l'emploi trouve enfin sa solution car ce nouvel espace économique offre potentiellement, non plus un emploi, mais une activité utile, rémunératrice et épanouissante à toutes celles et ceux qui ne se sentent plus à leur place dans le système actuel ou qui en sont exclus ou mis en marge.
2. La pleine reconnaissance d'un espace dont la finalité est purement qualitative tirera la société vers le haut; elle modifiera les attitudes, les relations et la demande, de sorte que le secteur marchand lui-même sera entraîné dans cette spirale vertueuse, ne serait-ce que pour répondre à cette demande.

3. Les vraies questions de société ne seront plus pensées en fonction des budgets disponibles ou des intérêts commerciaux, mais en fonction de ce qui sera souhaité idéalement. Imaginez un instant comment pourront évoluer les débats si les aspects purement économiques et financiers sont exclus des réflexions portant par exemple sur l'enseignement, la santé, l'énergie, l'écologie...
4. En ne faisant plus dépendre la qualité de vie des peuples de l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur commerce, les nations pourront parvenir rapidement à un indice élevé de BIB (bonheur intérieur brut) dans le respect de leur culture et de leurs traditions. Les problèmes liés aux mouvements migratoires disparaîtront car, si les conditions de vie deviennent agréables chez soi, pourquoi voudrait-on partir à moins de le choisir pour des motifs plus glorieux que de protéger sa vie?
5. Mondialisation et souveraineté en sortiront réconciliés. Chaque peuple, en effet, retrouvera la possibilité de déterminer et d'appliquer par lui-même et pour lui-même la recette de sa qualité de vie. Libérées de l'aiguillon de la nécessité et de l'obligation de marchandage les relations internationales s'en trouveront pacifiées, car portées sans arrière pensée par le seul désir commun de prendre soin de notre vaisseau spatial, la Terre.
6. La démocratie fera un grand bond en avant car ce nouvel espace ne peut exister sans un débat public ouvert et permanent pour définir les besoins sociétaux et y répondre dans une logique de subsidiarité.
7. Les prix cachés liés à la dégradation de la société actuelle se traduisant par une fragilisation de la santé, une diminution importante de l'espérance de vie pour beaucoup, la violence qui s'exprime à tous les niveaux et sous toutes les formes, les sauve-qui-peut dans la drogue, le vol, la corruption... se trouveront naturellement allégés, dès lors que chacun, recevant un revenu décent, pourra se sentir intégré et reconnu dans une société à laquelle il aura plaisir à participer utilement.

ET LA PROCHAINE ÉTAPE ?

Rappelons-le : la valeur d'une monnaie ne repose que dans son acceptation comme moyen d'échange. Pour qu'une monnaie soit acceptée au plan national il faut qu'elle ait cours légal, autrement dit qu'une loi rende son acceptation obligatoire. La classe dirigeante actuelle n'y est pas prête, inféodée qu'elle est aux intérêts de la finance internationale et des grandes entreprises. (N'oublions pas que c'est elle qui a sciemment transféré le pouvoir de création monétaire au privé!). Ainsi et contrairement à une monnaie locale complémentaire, il ne suffit pas de regrouper quelques citoyens convaincus pour se lancer dans l'aventure. Ce n'est que par une forte mobilisation citoyenne que nous pourrions amener la classe politique à épouser ce principe. Impossible ?

Notre choix est simple.

1. Soit accepter le sort des Grecs, car ne nous y trompons pas, les pays les uns derrière les autres seront broyés par la logique d'argent-dette et les politiques d'austérité qui les accompagnent,
2. Soit nous nous mobilisons autour d'un projet de société qui répond aux défis humains et écologiques actuels.

L'objectif dans un premier temps est de faire de cette idée un vaste mouvement citoyen. Pour cela nous vous invitons à la propager autour de vous sans oublier les médias si vous y avez vos entrées, vos élus locaux et régionaux si vous en connaissez et les grandes organisations citoyennes, du genre de celles dont il est question dans cette section d'actions politiques et citoyennes. N'oublions pas que le plus puissant groupe de pression reste le peuple lui-même,

à nous donc de savoir ce qu'on veut !

“ *Dans la vie il n'y a pas de solutions, il y a des forces en marche. Il faut les créer et les solutions suivent. Créons les !*
Antoine de St Exupéry - Terre des Hommes

POUR EN SAVOIR PLUS

Une monnaie nationale complémentaire,

par Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq aux éditions Yves Michel.

Version papier :

http://www.souffledor.fr/boutique/produits_monnaie-nationale-complementaire-une__3340.html

Version numérisée :

<http://www.yvesmichel.org/product-page/e-books/monnaie-nationale-complementaire-une-e-book>

ANNEXE À TÉLÉCHARGER SUR LE SITE INTERNET [HTTP://AISES-FR.ORG](http://aises-fr.org)

Proposition de mesures pour la création d'un espace économique sociétal, financé par une monnaie complémentaire de Bien Commun.



Mise en oeuvre de la Monnaie du Bien Commun (17 pages)

Copyright © 2014 A.I.S.E.S. - <http://aises-fr.org>